

Les media qu'a lu OTC (Organisation Terre & Culture)

.Art TV

12 décembre 2020

Par Alexis Pazoumian

Haut-Karabakh: deux enfants dans la guerre

[Haut-Karabakh : deux enfants dans la guerre - ARTE Reportage - Regarder le documentaire complet | ARTE](#)

Tourné entre janvier et novembre 2020, le reportage suit la vie de ces deux petits garçons de Talish, village de montagne qui tentait, dans l'ombre d'un conflit oublié, de reprendre vie. Après avoir déjà été bombardé en 2016 et connu quatre années d'exil, les enfants et leurs familles venaient de se réinstaller au village dans de nouvelles maisons.

Mais Talish se situe à quelques kilomètres de la frontière avec l'Azerbaïdjan. La guerre éclate fin septembre, le village est bombardé et conquis par les forces azerbaïdjanaises.

Dans les pas des deux copains de classe et dans ceux de leurs parents, se dessine la trajectoire de ces vies bouleversées en l'espace de quelques mois. Les femmes et les enfants fuient en direction d'Erevan où ils trouvent refuge avec d'autres dizaines de milliers d'exilés. Les hommes, eux, partent sur le front. Samvel et Avo commencent leur jeune vie avec le poids de cet héritage et des espoirs broyés.

Reportage est disponible :

[Haut-Karabakh : deux enfants dans la guerre - ARTE Reportage - Regarder le documentaire complet | ARTE](#)

2. MEDIAPART

13 décembre 2020

Haut-Karabakh: les armes se sont tues, une guerre culturelle

commence

Par Antoine Pecqueur

Haut-Karabakh: les armes se sont tues, une guerre culturelle commence - Page 1 | Mediapart

Après le cessez-le-feu entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le patrimoine devient un enjeu majeur de tension régionale. L'Unesco prépare l'envoi d'une mission sur place. Mais, dans ce domaine, Bakou a une longueur d'avance, en jouant depuis de nombreuses années la carte de la diplomatie

C'est l'un des rares constats que partagent Arméniens et Azerbaïdjanais.

« Après six semaines de combats, le Haut-Karabakh est maintenant confronté à un conflit d'ordre culturel, car cette région est riche d'un patrimoine exceptionnel, avec près de 4 000 monuments. C'est une guerre en plusieurs temps à laquelle nous assistons », explique le chercheur français d'origine arménienne Tigrane Yegavian, auteur de *Minorités d'Orient* (éditions du Rocher). *« La question de la restauration des sites est un enjeu désormais fondamental, car le Karabakh est un berceau de la culture, en matière architecturale mais aussi [s'agissant] de la musique, des traditions orales »,* avance Gunel Safarova, présidente de l'association Dialogue France-Azerbaïdjan.

À la suite du cessez-le-feu du 9 novembre consacrant une défaite de l'Arménie face à l'Azerbaïdjan, le régime de Bakou a repris le contrôle de plusieurs districts. Et alors que les armes se sont tues, un autre affrontement commence.

Car, au-delà du constat initial, les deux camps livrent des lectures opposées des faits : *« Tous les sites culturels qui n'étaient pas arméniens et qui représentaient nos valeurs ont été systématiquement détruits »,* affirme la vice-ministre de la culture azerbaïdjanaise, Sevda Mammadaliyeva. Pour appuyer sa thèse, le régime de Bakou diffuse les images de mosquées en ruines ou transformées en étable.



Des soldats russes patrouillent devant un monastère orthodoxe du XIIe siècle à Kalbajar, le 15 novembre 2020. © Alexander Nemenov/AFP

Le représentant du Haut-Karabakh en France, Hovhannès Guévorkian, évoque pour sa part les « *destructions par les forces azerbaïdjanaises de nombreuses églises, de monastères ou de stèles témoignant de la culture arménienne. Les monuments sont rasés par des bulldozers. Le but est d'enlever toute trace et d'exclure la présence de l'autre* ». Tigrane Yegavian parle même d'une « *politique de génocide culturel* ». Cibler le patrimoine culturel est considéré comme un crime de guerre, comme l'a rappelé la Cour pénale internationale dans son jugement de 2016 sur la destruction des monuments de Tombouctou.

Face à cette situation de crise, le groupe de Minsk, sous la coprésidence de la Russie, des États-Unis et de la France, a demandé à l'Unesco d'organiser l'envoi d'une mission sur place. Un dispositif inédit pour l'agence onusienne chargée de l'éducation, de la science et de la culture.

« Nous avons déjà pris contact avec la Russie, qui a déployé son armée sur place. Il nous faut

attendre que la situation soit totalement sous contrôle du point de vue de la sécurité. Nous sommes en train de recruter les experts spécialistes de cette région. C'est la première fois que l'Unesco peut aller sur place pour faire un inventaire et se mettre ensuite à la disposition des États pour les futures reconstructions », indique Ernesto Ottone, sous-directeur général pour la culture de l'Unesco.

L'enjeu majeur de cette mission sera assurément sa neutralité. Aram Gazarian, administrateur de l'association Terre et Culture, dédiée au patrimoine arménien et à laquelle l'Unesco a confié un rapport préliminaire, reste prudent : *« Ce type d'institutions est soumis à des enjeux politiques desquels il devrait être extrait. »*

Car, sur le terrain culturel, l'Azerbaïdjan a pris les devants.

Depuis une vingtaine d'années, le régime de Bakou a posé ses pions dans les institutions les plus importantes du secteur. À commencer par... l'Unesco. C'est ainsi que la vice-présidente de l'Azerbaïdjan, Mehriban Alieva, qui est aussi l'épouse du président actuel, Ilham Aliyev, en est ambassadrice de bonne volonté.

L'agence onusienne est aujourd'hui quelque peu embarrassée : *« La nomination des ambassadeurs est désormais en train d'être revue. Il faut nous assurer que les représentants incarnent l'esprit de l'Unesco »,* dit Ernesto Ottone.

Pour Cherif Khaznadar, ancien président du comité culture de la Commission nationale française pour l'Unesco, l'explication est simple : *« Ce titre est aussi donné pour remercier les donateurs de l'institution. »* En effet, au-delà de sa contribution obligatoire au même titre que les autres États membres, l'Azerbaïdjan a signé un accord-cadre pour apporter des fonds supplémentaires à l'Unesco.

Ce document, que Mediapart a pu consulter, a été signé le 18 juillet 2013, avec un protocole d'amendement le 28 janvier 2020, prolongé jusqu'en 2023. *« Dans ce cadre, nous finançons différents projets, notamment des manuels à destination des militaires pour la protection du patrimoine culturel »,* explique Ayaz Gojayeve, délégué de l'Azerbaïdjan à l'Unesco. À travers cet accord-cadre, Bakou apporte 5 millions de dollars (un peu plus de 4 millions d'euros) à l'agence onusienne. Depuis le retrait des États-Unis, cette dernière est en difficulté économique et a besoin de nouvelles ressources financières. Au prix d'aides unilatérales venant des régimes les plus autoritaires.



La directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay, reçoit Abulfaz Garayev, ministre de la culture d'Azerbaïdjan, en mars 2019. © UNESCO/Fabrice GENTILE/Flickr

Ce lobbying azerbaïdjanais, tiré des ressources pétrolières et gazières du pays, porte ses fruits : l'année dernière, du 30 juin au 10 juillet, la session annuelle du comité du patrimoine mondial s'est déroulée à Bakou. Pour l'occasion, la directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay, avait même fait le déplacement en Azerbaïdjan.

Dans son discours, l'ancienne ministre française de la culture a salué Bakou comme « *un carrefour des cultures* ». Aucun mot sur l'absence de liberté d'expression dans ce pays classé 168^e sur 180 dans le classement mondial de Reporters sans frontières. Et aujourd'hui, l'Azerbaïdjan compte près de 16 éléments de patrimoine matériel et immatériel labellisés. Bakou a même été classée ville créative... « *Dans le passé, l'Azerbaïdjan a détruit de nombreux sites dans la région du Nakhitchevan* [République autonome d'Azerbaïdjan entre

l'Arménie et l'Iran - ndlr]. *L'Unesco n'est pas intervenue pour les protéger. C'est une instance interétatique qui soutient les pays les plus puissants* », tacle Tigrane Yegavian.

Pour le régime d'Ilham Aliyev, le but n'est pas juste d'améliorer son image, mais aussi d'affirmer son identité. En labellisant les sites au nom de la culture azérie, l'Azerbaïdjan se construit un discours national.

Au risque d'une relecture de l'histoire ? Après l'accord de cessez-le-feu, le nouveau ministre de la culture, Anar Karimov, ancien délégué de l'Azerbaïdjan à l'Unesco, a publié un tweet dans lequel il décrit le monastère de Davidank non pas comme arménien mais comme l'« *un des meilleurs témoignages de l'ancienne civilisation des Albanais du Caucase* ».

De quoi s'agit-il ? « *Cette culture a existé dès l'Antiquité, bien avant les Albanais des Balkans. Ils étaient chrétiens et se sont ensuite convertis à l'islam* », assure depuis Ankara le chercheur français Maxime Gauin, travaillant pour un *think tank* turc et proche des réseaux azerbaïdjanais - il conteste la qualification de génocide appliquée au massacre des Arméniens par les Turcs. Cette thèse des « *Albanais du Caucase* » est jugée comme « *révisionniste* » par les Arméniens : « *L'Azerbaïdjan a un récit national compliqué, et construit son nationalisme dans la haine des Arméniens* », souligne Hovhannès Guévorkian.

Pour appuyer sa stratégie d'influence au-delà de ses frontières, l'Azerbaïdjan s'est infiltré jusqu'au cœur des institutions culturelles occidentales. Avec, comme cheval de Troie, la Fondation Heydar Aliyev (du nom de l'ancien président et père de l'actuel), dirigée justement par Mehriban Aliyeva, l'ambassadrice de bonne volonté de l'Unesco. Sorte de service extérieur du ministère de la culture azerbaïdjanais, cette fondation finance des projets dans le monde entier, avec un budget tenu secret.

Victoria and Albert Museum à Londres, galerie des Offices de Florence, Opéra de Pékin, musée de l'Hermitage de Saint-Pétersbourg... : toutes les plus grandes institutions culturelles ont reçu de l'argent de Bakou.

Et la France n'est pas en reste : le département des arts islamiques du Louvre a été créé avec l'aide de la Fondation Heydar Aliyev, qui a aussi financé des travaux au château de Versailles ou encore un concours de chefs d'orchestre à Radio France.

Quel est le *modus operandi* ? Prenons l'exemple de l'exposition du photographe Reza, organisée en 2014 au Petit Palais (qui appartient au réseau des musées de la Ville de Paris), ressemblant à une sorte de vaste dépliant touristique en l'honneur de l'Azerbaïdjan. « *Le Petit Palais a loué un espace d'exposition à l'agence Crush Agency sous le péristyle de son jardin*

du 25 novembre au 7 décembre 2014 », répond Christophe Leribault, directeur du Petit Palais.

La Fondation Heydar Aliyev ne signe pas de partenariats en direct, préférant passer par des agences de communication internationales. Le montant facturé par Paris Musées a été de 268 920 euros : une somme non négligeable pour une exposition de 15 jours... La manne de Bakou arrive au moment où les structures culturelles doivent compenser des subventions en repli par l'augmentation de leurs ressources propres. La Fondation Heydar Aliyev a en outre acheté à Paris un hôtel particulier en face de la tour Eiffel pour créer un luxueux centre culturel azerbaïdjanais.

« L'un des facteurs de développement de la politique culturelle azerbaïdjanaise est l'acquisition d'une expérience internationale avancée », justifie depuis Bakou la vice-ministre de la culture Sevda Mammadaliyeva. « Le régime veut montrer qu'il finance même du patrimoine lié à d'autres religions : les vitraux de la cathédrale de Strasbourg, le sarcophage du Saint-Siège au Vatican. Après la propagande grossière des années 1990, l'Azerbaïdjan a mis en place une stratégie bien plus sophistiquée », note Tigrane Yegavian.

Avec à la clé des retours sur investissement. En échange du financement de l'Orchestre Lamoureux, cette phalange française de musique classique s'est mise à interpréter en concert des hymnes azerbaïdjanais. Son directeur de l'époque, le compositeur Pierre Thilloz, est même allé jusqu'à composer des œuvres pour sensibiliser au sort des populations azéris du Haut-Karabakh.

Dans sa diplomatie d'influence, l'Azerbaïdjan se retrouve sur la même ligne que son allié turc. Lors de la remise de prix artistiques au palais présidentiel d'Ankara, en janvier 2019, Recep Tayyip Erdogan n'a pas hésité à déclarer que *« pour les nations, certains succès qui ne peuvent être remportés par les voies diplomatique, militaire ou économique, le sont par la musique, le cinéma et la littérature ».*

En face, l'Arménie n'a pas les mêmes ressources. *« Depuis 25 ans, je n'ai jamais touché de cachet en venant jouer dans mon pays »,* témoigne David Haroutounian, violoniste au sein de l'Orchestre philharmonique de Radio France, avant d'ajouter : *« Il y a beaucoup d'artistes talentueux, mais aucun moyen. »*

Le ministère de la culture arménien, qui a déjà connu trois ministres depuis la révolution de velours de 2018, est dans un état extrêmement fragile. Depuis le début du conflit, la diaspora arménienne se mobilise à titre individuel, en sensibilisant par le biais de tribunes ou de

lettres ouvertes. Ces actions peuvent-elles peser face à la puissance culturelle azerbaïdjanaise ? Les sénateurs français ont adopté une résolution le 25 novembre pour la reconnaissance du Haut-Karabakh, un texte non contraignant mais qui appelle notamment à la nécessité de préserver le patrimoine arménien.

Mais Aram Gazarian reste inquiet : « *La crainte que l'on peut avoir sur le patrimoine est l'expression d'une crainte bien plus vaste sur l'avenir des Arméniens dans cette région.* » L'Unesco est maintenant face à ses responsabilités et a toutes les cartes en main pour jouer dans le Haut-Karabakh un rôle crucial. Pour sa propre crédibilité comme pour les tensions géopolitiques régionales.

3. Les Nouvelles d'Arménie

14 décembre 2020

Retour à Hadrout



À la suite de la nouvelle agression azerbaïdjanaise au Karabakh samedi, ayant fait six blessés arméniens et quatre morts côté azéri, le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a

confirmé dimanche que les deux dernières communautés du district de Hadrout maintenues sous contrôle arménien avaient été prises par les forces azerbaïdjanaises.

Ces deux communautés sont Hin Tagher et Khtsaberd. Le 29 novembre, une équipe de CIVILNET s'est rendue dans cette zone pour rencontrer le détachement de Hayk Khanumyan, qui avait empêché l'Azerbaïdjan d'avancer dans ces zones tout au long de la guerre. Regardez le reportage de 12 minutes de Hin Tagher-Khtsaberd - « Une partie de Hadrout reste arménienne » .. (Hayk Khanumyan était membre du personnel de CIVILNET jusqu'en 2014).

En Arménien

[A Piece of Hadrut Remains Armenian | «Դիզափայտ ջոկատ». մի կտոր Հայրուժ - YouTube](#)

par [Jean Eckian](#) le lundi 14 décembre 2020

© [armenews.com](#) 2020

4. Les Nouvelles d'Arménie

14 décembre 2020

L'Arménie et l'Azerbaïdjan s'accusent mutuellement de violations du cessez-le-feu



L'Arménie a accusé hier l'Azerbaïdjan de violer l'accord de cessez-le-feu négocié par la Russie à la suite de combats signalés dans le sud-ouest du Haut-Karabakh.

Le pays du Caucase a insisté sur le fait que les forces azerbaïdjanaises avaient lancé un assaut contre les positions arméniennes du Karabakh dans et autour de deux villages reculés du district sud de Hadrut.

Selon le ministère arménien de la Défense, l'armée azerbaïdjanaise a utilisé l'artillerie lourde pour capturer l'un de ces villages et s'approcher de l'autre ce samedi. Un communiqué du ministère a indiqué que six soldats arméniens du Karabakh avaient été blessés.

Il a ajouté que les soldats de la paix russes se sont rendus dans la région samedi soir pour tenter d'arrêter les hostilités. Lors de la publication d'un communiqué hier vers midi, les négociations avec les commandants locaux arméniens et azerbaïdjanais étaient toujours en cours.

Le ministère arménien des Affaires étrangères a ensuite déclaré en début d'après-midi que les troupes azerbaïdjanaises avaient également pris des « actions de provocation » autour de deux autres villages restant sous contrôle arménien du Karabakh. Il a allégué une « violation flagrante » de l'accord de cessez-le-feu qui a mis fin à la guerre de six semaines le 10 novembre.

L'Azerbaïdjanais a nié avoir violé le cessez-le-feu, dans une déclaration conjointe publiée par son ministère de la Défense et son service de sécurité d'État. Il a indiqué que l'armée azerbaïdjanaise stationnée dans le district de Hadrut a lancé une « opération antiterroriste » après qu'un de leurs soldats a été tué mardi.

Le communiqué a affirmé que les soldats de la paix russes sont arrivés dans la région pour tenter « d'évacuer » les troupes arméniennes qui y restaient. Il a assuré que ces dernières avaient refusé de se retirer et avaient attaqué les forces azerbaïdjanaises.

Le ministère arménien de la Défense a cependant confié que les pourparlers des soldats de la paix avec les belligérants visaient à les amener à « retourner à leurs positions antérieures ». Il a également souligné que le ministre de la Défense, Vagharshak Harutiunian, avait discuté de la situation sur le terrain avec son homologue russe Sergei Shoigu lors d'une visite à Moscou qui a débuté samedi.

Le ministère russe de la Défense a confirmé les violations de la trêve dans la région de Hadrut, mais n'a pas blâmé l'une ou l'autre des parties pour l'escalade, ni dit ce que les soldats de la paix russes essayaient de faire sur place. Les soldats de la paix n'avaient eu jusqu'à présent aucun poste d'observation dans cette zone.

5. Les Nouvelles d'Arménie

14 décembre 2020

Université de Genève : Table ronde sur le Haut-Karabakh

[Université de Genève : Table ronde sur le Haut-Karabakh - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)



Le 3 décembre, trois enseignants de l'Unité d'arménien (Faculté des lettres) de l'Université de Genève : Valentina Calzolari, Vicken Cheterian et Ozcan Yilmaz , ainsi que Luis Lema, journaliste au *Temps*, se sont réunis pour débattre des enjeux liés à une crise géopolitique et humanitaire majeure dans le Caucase.

Modération par Romaine Jean, journaliste et ancienne rédactrice en chef à la RTS.

Pour suivre le débat, voir lien plus bas

par [Jean Eckian](#) le lundi 14 décembre 2020

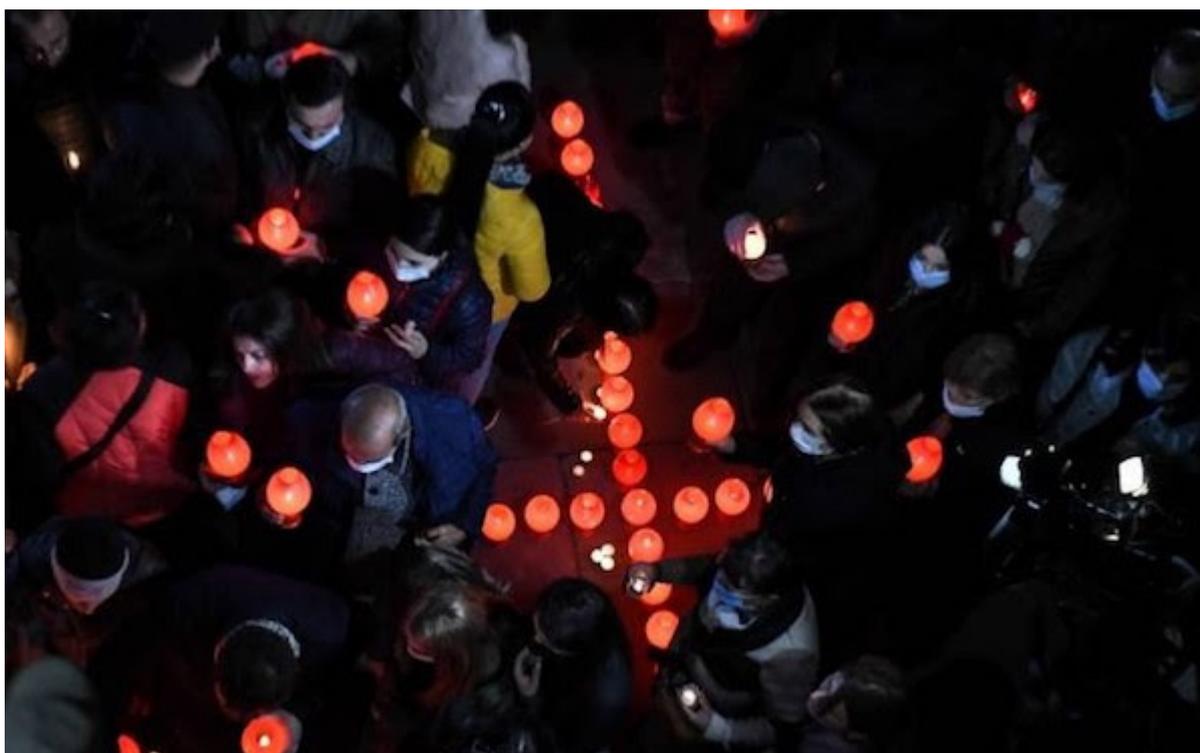
Pour aller plus loin... [Table ronde sur le Haut-Karabakh](#)

Voir en ligne : [Table ronde sur le Haut-Karabakh](#)

6. Les Nouvelles d'Arménie

14 décembre 2020

3 jours de deuil national en Arménie et en Artsakh à partir du 19 décembre dédié aux victimes arméniennes de la deuxième guerre de l'Artsakh



En Arménie et en Artsakh fut décrété à partir du 19 décembre 3 jours de deuil national dédié aux martyrs Arménien de la deuxième guerre de l'Artsakh au cours de laquelle des

milliers de soldats Arméniens, volontaires et civils ont trouvé la mort entre le 27 septembre et le 9 novembre. Des cérémonies seront organisées à cette occasion ont indiqué le Premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président de l'Artsakh Arayik Harutyunyan. « *Le 19 décembre sera le 40^e jour de la fin des opérations militaires. Trois jours de deuils sont décrétés. Parmi les manifestations, il sera notamment organisée une « marche du souvenir » depuis la place de la République jusqu'à Yérablour* » a indiqué Nikol Pachinian. Il a ajouté que « *dans le pays se tiendront des cérémonies. Nous aurons néanmoins de nombreux corps non encore identifiés, mais je crois que pour cette décision de l'Etat on ne pouvait plus reculer* ».

Krikor Amirzayan

par [Krikor Amirzayan](#) le lundi 14 décembre 2020

© armenews.com 2020

7. Les Nouvelles d'Arménie

13 décembre 2020

Le directeur du musée de l'Ermitage intervient en faveur de la préservation des monuments culturels de l'Artsakh



Le directeur du musée de l'Ermitage Mikhail Piotrovsky s'est adressé avec un manifeste sur la préservation des monuments culturels de l'Artsakh dans la période d'après-guerre.

L'académicien propose d'organiser un suivi de l'état du patrimoine historique et culturel, de garder un œil sur les anciens monastères : Dadvank et Gandzasar et d'être attentif aux mosquées du Karabakh.

Mikhail Piotrovsky pense que les forces politiques de la Russie, des pays du Caucase et du Caucase peuvent contrôler le processus. Cependant, l'attention des institutions culturelles internationales est également importante - l'UNESCO, le Conseil international des musées (ICOM), le Centre international de recherche pour la préservation et la restauration des biens culturels (ICCROM).

Mikhail Piotrovsky a noté que les cimetières et les sites de fouilles d'anciennes colonies se trouvent dans une zone à risque spéciale.

8. Les Nouvelles d'Arménie

14 décembre 2020

A Erévan recevant les coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE, Ara Ayvazyan le chef de la diplomatie arménienne a souligné la nécessité de confirmer le statut de l'Artsakh



Aujourd'hui 14 décembre à Erévan, Ara Ayvazyan le ministre arménien des Affaires étrangères a reçu les coprésidents et représentants du groupe de Minsk de l'OSCE. Etaient présents les coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE, Stéphane Visconti (France), Andrew Chaffer (États-Unis) et le chargé d'affaires de l'ambassade de Russie en Arménie Alexei Sinegubov, représentant personnel du président sortant Andrzej Kasprzyk. Selon le ministère arménien des Affaires étrangères la réunion a porté sur les

développements qui ont suivi le cessez-le-feu dans la zone de conflit du Haut-Karabagh, la restauration ainsi que la protection des droits des Arméniens d'Artsakh. A ce sujet, le Ministre arménien des affaires étrangères a réaffirmé la position de principe des parties arméniennes selon laquelle la prise en compte des droits et des intérêts des Arméniens d'Artsakh doit être la question prioritaire du cadre du processus de paix sous la coprésidence du Groupe de l'OSCE à Minsk. Le chef de la diplomatie arménienne Ara Ayvazyan a souligné la priorité de l'établissement du statut de l'Artsakh sur la base du droit du peuple de l'Artsakh à l'autodétermination, le retrait des territoires occupés par l'Azerbaïdjan au Haut-Karabagh ainsi que l'établissement de conditions favorisant le retour en toute sécurité des Arméniens d'Artsakh dans leurs foyers.

Ara Ayvazyan a de nouveau attiré l'attention sur les agissements de l'Azerbaïdjan qui a violé ses obligations de la déclaration trilatérale. Selon le chef de la diplomatie arménienne les manifestations évidentes de ce non-respect des accords signés furent les actions de provocation sur la ligne de contact entre le Haut-Karabagh et l'Azerbaïdjan dimanche 13 décembre avec l'attaque de villages arméniens.

Ara Ayvazyan a également rappelé le discours de haine prononcé par le président azéri Ilham Aliiev, discours qui prouve une nouvelle fois l'incapacité de l'Azerbaïdjan à s'engager de manière constructive dans le processus de paix, à renoncer au recours à la force et aux menaces.

Enfin lors de la réunion, le ministre arménien des Affaires étrangères et les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE ont abordé les questions de la reprise du processus de paix dans le cadre des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE.

Krikor Amirzayan

par [Krikor Amirzayan](#) le lundi 14 décembre 2020

© armenews.com 202

9. Les Nouvelles d'Arménie

14 décembre 2020

Annulation surprise de la réunion des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE avec le président de l'Artsakh Arayik Harutyunyan



Vahram Poghosyan le porte-parole de la présidence de la République de l'Artsakh a annoncé à Stepanakert que la réunion qui était prévue entre les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE accompagnés du Représentant personnel du Président en exercice Andrzej Kasperzyk et Arayik Harutyunyan le président de l'Artsakh a été annulée.

« La réunion des coprésidents et d'Arayik Harutyunyan a été annulée à l'initiative de la partie arménienne. La raison de l'annulation est le format incomplet, compte-tenu notamment du fait que le coprésident russe ne participe pas à la visite régionale » a déclaré Vahram Poghosyan.

Les coprésidents Américain et Français - Andrew Schofer et Stéphane Visconti - du Groupe de Minsk de l'OSCE sont arrivés de Bakou en Arménie dimanche 13 décembre. Aujourd'hui 14 décembre ils ont rencontré à Erévan le ministre arménien des Affaires étrangères Ara Ayvazyan ainsi que le Premier ministre Nikol Pachinian. A noter l'absence du coprésident Russe, Igor Popov qui n'a pas fait partie de la tournée en Azerbaïdjan et en Arménie.

Krikor Amirzayan

par [Krikor Amirzayan](#) le lundi 14 décembre 2020

10. Courier international

9 décembre 2020

Colère.

En Arménie, malgré la mobilisation de la rue, le Premier ministre s'accroche au pouvoir

[033_6412076_5fcfc0125ef8b.jpg \(1280x854\) \(courrierinternational.com\)](#)



Depuis la capitulation signée par Nikol Pachinian dans la guerre du Haut-Karabakh, la colère de la rue et des partis d'opposition ne retombe pas. Un ultimatum exigeant sa démission a expiré le 8 décembre à midi. Mais le Premier ministre ne bouge pas.

“Davatchan [‘traître’] !” C’est ainsi que la rue nomme désormais le Premier ministre Nikol Pachinian, celui-là même qu’elle a porté au pouvoir en mai 2018 à la faveur de sa “révolution de velours”, avec un immense espoir de changements.

Mais le principal résultat de sa présence aux manettes du parti au pouvoir, Mon pas, a été, aux yeux des Arméniens, la défaite dans la deuxième guerre du Karabakh (du 27 septembre au 10 novembre 2020), arrêtée par la signature d’un accord tripartite entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan sous l’égide de la Russie. L’accord a fait perdre aux Arméniens deux tiers des territoires qu’ils contrôlaient au Karabakh depuis la fin de la précédente guerre en 1994.

Les manifestations qui rassemblent depuis un mois plusieurs milliers de personnes à Erevan et dans d’autres grandes villes, les appels à la démission de tous bords, l’ultimatum posé à Pachinian par dix-sept partis d’opposition expirant le 8 décembre à midi et les actions de désobéissance civile qui se sont ensuivies (barrage des principales rues des villes, arrêt du métro, manifestations ciblées devant des bâtiments administratifs), rien n’y fait. Même le très respecté patriarche de l’Église [...]

Alda Engoian

11. Libération

12 décembre 2020

Haut-Karabakh : l'horreur des crimes de guerre filmés

Par [Fabien Leboucq](#) et [Alexandre Horn](#) 12 décembre 2020 à 07:58



Dans les rues de Stepanakert, qui était la ville principale du Haut-Karabakh, le 3 octobre dernier. Photo Adrien Vautier.Le Pictorium pour Libération.



La signature de l'accord de cessez-le-feu entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie sous la supervision de la Russie a fait taire les armes. Mais de nombreux crimes de guerre commis pendant les affrontements, se font dorénavant jour. Certains d'entre eux ont été filmés et diffusés sur les réseaux sociaux.

Le conflit opposant l'Arménie et l'Azerbaïdjan autour de l'enclave sécessionniste du Haut-Karabakh a pris fin avec l'accord signé le 9 novembre par les deux pays et la Russie. Une défaite pour l'Arménie et la république du Haut-Karabakh qu'elle soutenait, puisque le texte consacre de substantiels gains de territoires pour Bakou. En six semaines de guerre, d'après un bilan encore provisoire établi par les deux belligérants, près de 2 800 soldats azerbaïdjanais et plus de 2 400 soldats arméniens ont perdu la vie.

Si les affrontements ont cessé, des centaines de vidéos et de photos, prises la plupart du temps par les soldats eux-mêmes, continuent d'être partagées sur Twitter, Facebook, Instagram, Tiktok. Et surtout sur l'application de messagerie chiffrée russe Telegram.

Ces images sont choquantes, voire, pour certaines, d'une insoutenable violence. On y voit des soldats des deux camps se livrer à des mutilations de cadavres, de la maltraitance de prisonniers de guerre, et jusqu'à des actes de torture ou des exécutions sommaires de blessés, de civils et de prisonniers. La plupart de celles qui circulent en ligne et que Libération a pu consulter montrent des soldats azerbaïdjanais se livrer à des exactions contre des Arméniens. De plus rares images montrent des situations inverses. Ces violations de la convention de Genève et du droit international sont dénoncées par plusieurs ONG des droits humains qui se sont emparées du sujet, comme Human Rights Watch (HRW) et Amnesty International.

Humiliations de prisonniers

Dans un rapport publié le 2 décembre, Human Rights Watch documente les mauvais traitements infligés aux prisonniers arméniens, des humiliations (comme embrasser le drapeau azerbaïdjanais) aux passages à tabac. «Dans la plupart des vidéos, les visages des ravisseurs sont visibles, ce qui suggère qu'ils ne craignaient pas d'être tenus pour responsables», souligne l'ONG. Ces vidéos sont toujours disponibles, et cumulent aujourd'hui des milliers de vues, notamment sur des chaînes Telegram essentiellement pro-Azerbaïdjan, a constaté Libé.

Dans l'une, plusieurs prisonniers arméniens sont allongés et entravés au sol, pendant que des soldats azerbaïdjanais leur marchent dessus ou les frappent. HRW s'est entretenu avec la famille de deux prisonniers : elles assurent avoir eu, depuis ces vidéos, des nouvelles de leurs proches, toujours détenus mais soignés.

Plusieurs autres vidéos permettent de suivre les humiliations envers un jeune soldat arménien, membre d'un équipage de tank capturé (d'après les légendes qui accompagnent ces images sur les différents canaux azerbaïdjanais). Une vidéo le montre dénudé sur sa machine, et dans une autre il est assis sur celle-ci, forcé à crier des slogans anti-Arméniens par les Azerbaïdjanais qui l'entourent. D'après la famille de ce jeune homme, interrogée par Human Rights Watch, ce jeune soldat est toujours retenu par Bakou. Le comité international de la Croix-Rouge a pu lui rendre visite, et il a pu appeler sa famille à la mi-octobre.

Toutefois, d'autres prisonniers de guerre arméniens, maltraités de la même manière et filmés par leurs ravisseurs, n'ont plus donné signe de vie à leurs familles depuis que les vidéos de leurs sévices ont circulé sur les réseaux sociaux. Plus inquiétant : selon HRW, la Cour européenne des droits de l'homme, qui a demandé (comme dans d'autres cas évoqués plus haut) des nouvelles de ces prisonniers à l'Azerbaïdjan, n'a pour l'heure pas obtenu de réponse.

Cadavres menottés

Au-delà des sévices – voire des disparitions – de prisonniers de guerre, d'autres images illustrent l'horreur du conflit. Libération a pu consulter plusieurs vidéos, librement accessibles sur Telegram, qui montrent des scènes de mutilation – de cadavres, surtout, mais aussi de personnes vivantes – et des mises à mort sommaires de prisonniers de guerre et de civils. A de rares exceptions, les victimes sont des Arméniens et les bourreaux portent des uniformes de l'armée de Bakou. Comme dans une vidéo où un militaire portant le drapeau azerbaïdjanais sur le bras droit exécute d'une balle un soldat blessé dans une tranchée.

D'autres scènes filmées d'exécutions et de torture existent, mais il est plus difficile d'en déterminer les protagonistes. Les images qui circulent en ligne sont généralement de plutôt mauvaise qualité, et ne comportent pas de métadonnées, ces informations attachées à chaque fichier informatique qui peuvent permettre, quand on est en possession de l'original, de connaître sa date et son lieu d'enregistrement.

Si l'authentification et la géolocalisation de nombre de ces contenus s'avèrent complexes, elle n'est pas impossible. Le média d'investigation Bellingcat a ainsi daté et retrouvé le lieu de la capture puis de l'exécution de deux soldats arméniens désarmés. Un journaliste de la BBC a pour sa part identifié le lieu et la date à laquelle avait été tournée une vidéo montrant une quinzaine de corps alignés d'hommes en uniforme arménien, certains en partie déshabillés, d'autres menottés.

Décapitation

Appelant à ce que soient «urgemment» ouvertes des enquêtes sur ces crimes de guerre, Amnesty International a également publié jeudi 10 décembre un premier travail d'analyse sur trois vidéos d'exécutions, qui ont chacune été soumises à des tests techniques accréditant leur authenticité. Un médecin légiste indépendant a aussi vérifié la nature des blessures observées.

L'une de ces vidéos montre un homme portant l'uniforme des gardes-frontières azerbaïdjanais allongé sur le sol, attaché et bâillonné. Il est poignardé dans la gorge par l'homme qui filme. Ce dernier parle arménien, et les parties de ses vêtements qu'on aperçoit laissent entrevoir un treillis militaire. Les médias azerbaïdjanais ont identifié la victime, qui serait morte à la suite de cette vidéo – ce que confirme, au vu des blessures, le médecin légiste mandaté par Amnesty.

Dans une autre vidéo – peut-être l'une des plus odieuses – plusieurs hommes en uniforme azerbaïdjanais tiennent au sol un homme qui se débat, pendant que l'un d'entre eux le décapite. La tenue du bourreau correspond à celle en dotation pour les soldats azerbaïdjanais, et un drapeau du pays figure sur sa manche. La scène est saluée par des acclamations, applaudissements et sifflements, indiquant la présence d'une audience plus large que les quatre soldats visibles à l'image. S'ensuivent des profanations du corps de la victime. Il s'agissait d'un civil arménien, selon des

sources interrogées par Amnesty International.

La troisième vidéo montre deux hommes dont la tenue correspond à celle de l'armée azerbaïdjanaise et un vieil homme en tenue civile. Un drapeau azerbaïdjanais est encore une fois clairement visible sur le bras droit de l'un des soldats. Ce dernier maintient le vieil homme au sol avant de lui trancher la gorge.

«Des atrocités sont commises dans tous les conflits, par tous les belligérants. Mais le fait qu'il y ait autant de vidéos en ligne est en soi un problème, ça nous dit que les soldats qui ont tourné ça n'ont pas peur des retombés», explique à Libé un membre de l'équipe d'Amnesty qui a enquêté sur le sujet.

Il existe en effet des dizaines d'images de militaires se prenant en selfie devant des cadavres, voire au cours de leurs exactions. La démobilisation des soldats et leur retour chez eux ont pu faciliter le partage massif de ces photos et vidéos, probablement d'abord partagées dans des groupes privés, avant d'arriver sur des chaînes Telegram dédiées, où une quantité vertigineuse d'entre elles continuent aujourd'hui d'être diffusées.

12. Le Monde

15 décembre 2020

Le Monde
MARDI 15 DÉCEMBRE 2020

Le Monde

INTERNATIONAL | 7

Le cessez-le-feu menacé dans le Haut-Karabakh

Des accrochages meurtriers ont eu lieu les 11 et 12 décembre dans une zone au statut contesté

BAKOU - correspondance
L'esang maculé de nouveau la neige du Haut-Karabakh. Des incidents meurtriers, vendredi 11 et samedi 12 décembre, ont mis en lumière des zones grises dans la déclaration succincte de cessez-le-feu signée un mois auparavant entre Erevan, Bakou et Moscou. Quatre soldats azerbaïdjanais ont été tués au cours d'une offensive de l'armée régulière contre une poche de résistance arménienne près de Hadrou, passée jusqu'ici inaperçue. L'armée de défense du Haut-Karabakh déplore de son côté six soldats arméniens blessés. La ligne de front a bougé en faveur de l'Azerbaïdjan, qui a pris le village de Hin Tagher, avant que les soldats russes ne s'interposent dans la journée de samedi. Des attaques plus au nord sur des villages pour créer un encerclement, ont échoué. C'est le premier incident majeur depuis

l'accord du 9 novembre qui avait mis fin à quarante-quatre jours de guerre ouverte ayant fait au moins 6 000 morts.

Région escarpée

Située sur le territoire azerbaïdjanais, resté pendant trente ans sous contrôle de la République séparatiste arménienne du Haut-Karabakh, la zone des combats est une bande de territoire montagneux descendant en diagonale du corridor de Latchine en direction du sud-est vers la ville fantôme de Jabrayil. Six villages restés subrepticement sous contrôle arménien dans une région supposée reprise par l'armée azerbaïdjanaise au cours de sa poussée vers la ville symbole de Chouchi. Une zone « oubliée » par les 1960 soldats russes déployés pour protéger les Arméniens du Haut-Karabakh.

« Ce qui s'est passé au cours des derniers jours n'est pas 100 % clair, mais ce qui l'est, c'est que la situation reste volatile, estime l'expert

militaire Rob Lee sur son compte Twitter. Il n'y a pas suffisamment de soldats russes pour couvrir toute la ligne de contact, et je ne suis pas certain que les dirigeants arméniens (...) sachent où se trouvent tous leurs soldats. »

En dépit de l'accès difficile dans une région escarpée et enneigée, les forces russes se sont dépêchées de s'interposer pour prévenir une escalade qui aurait écorné leur image et peut-être fait rebasculer le fragile cessez-le-feu. Diplomatique, le commandant des forces russes de maintien de la paix, Roustam Mouradov, n'a pas désigné de coupable dimanche : « Le cessez-le-feu a été violé le 11 décembre (...) jusqu'à ce que le contingent des forces de maintien de la paix ramène le calme. Actuellement la situation est normalisée. » Mais, de facto, la zone du Haut-Karabakh placée formellement sous contrôle russe (et où résident des Arméniens) s'est agrandie aux dépens de l'Azer-

Les forces russes se sont dépêchées de s'interposer pour prévenir une escalade

baïdjan, comme en témoigne la « carte opérationnelle » publiée quotidiennement par le ministère de la défense russe. Bakou accuse les Arméniens d'actes terroristes et provocateurs. Le ministère de la défense a affirmé dimanche dans un communiqué que « trois détachements armés arméniens, au lieu de se retirer, ont établi des positions de combat ces derniers jours ». Il a dressé la liste d'une série d'embuscades, depuis le 26 novembre, lors desquelles quatre soldats azerbaïdjanais ont été tués et un civil blessé. La ri-

poste de vendredi et samedi est, elle, qualifiée d'« opération antiterroriste ». Deux sources basées à Hadrou, l'une militaire, l'autre civile, ont indiqué au Monde que des « maquisards » arméniens cachés dans les zones boisées font peser la menace d'une « guérilla » dans la région.

De son côté, Erevan accuse Bakou d'avoir violé le cessez-le-feu. Le premier ministre arménien, Nikol Pashinian, signalait dimanche que l'Azerbaïdjan a profité du fait que les forces russes d'interposition « n'ont pas réussi à installer leurs postes d'observation » pour mener une attaque. Erevan s'appuie sur le premier point de la déclaration du 9 novembre, qui stipule que, dans le Haut-Karabakh, les parties « conserveront leurs positions actuelles ». Bakou préfère le cinquième point, qui ordonnait le retrait des forces arméniennes du district de Latchine au 1^{er} décembre. Or, à cause de tracés adminis-

tratifs imprécis, la zone contestée repose à cheval sur le district de Latchine et le Haut-Karabakh, et se trouverait coupée du ravitaillement arménien en cas de retrait complet de Latchine.

Les cartes sont sans pitié, la déclaration de cessez-le-feu est brouillonne et l'atmosphère n'est pas à l'apaisement. Les vidéos d'exactions circulant sur les réseaux sociaux attisent la haine, et les voix prôchant la réconciliation sont inaudibles. Celle de l'autoritaire président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, n'incite pas à ranger les fusils. Samedi, il signalait sèchement aux diplomates du groupe de Minsk (le Français Stéphane Visconti et l'Américain Andrew Schofer) venus lui rendre visite qu'ils avaient échoué sur toute la ligne. « J'ai souvent entendu de vous (...) qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit. Je répondais : Si ! Et l'histoire a montré que j'avais raison. »

PAUL TAVIGNOT

Ce que j'ai vu dans la République d'Artsakh, dévastée par la guerre, et en Arménie



Il serait difficile de dire ce qui l'emporte de la colère ou du chagrin. Dans chaque village de la République d'Artsakh, il y a ces femmes et ces hommes sans âge. La douleur a creusé leurs visages comme les montagnes arides d'Arménie. Sur les routes enneigées se succèdent des convois de soldats arméniens à peine sortis de l'adolescence, le dos voûté par la défaite, le regard voilé par le doute. Ils quittent le Haut-Karabakh et rentrent dans leurs familles. La guerre est finie. La République de l'Artsakh a perdu les trois quarts des territoires qu'elle contrôlait depuis trente ans.

Leurs bus croisent à contresens les colonnes de blindés russes qui garantissent désormais le cessez-le-feu signé entre Arméniens et Azerbaïdjanais le 10 novembre dernier. Dans le cimetière d'Erevan, les fosses fraîchement creusées s'alignent à perte de vue. La nuit est tombée. Une odeur entêtante d'encens flotte dans l'air. Sur les tombes s'affichent les vies éphémères de ces combattants mobilisés dans l'urgence et morts prématurément. Des dizaines de petits groupes forment une foule silencieuse qui se réchauffe autour de braseros improvisés. Quarante-quatre jours de combats. Une génération fauchée, mutilée ou traumatisée par des drones kamikazes, des bombes à sous-munitions, brûlée par le phosphore. Les survivants racontent une pluie de drones, des tirs ajustés ciblant les camions d'appelés, tués avant d'avoir livré le moindre combat.

Ils ressassent leurs cauchemars de corps décapités, broyés, déchiquetés dans les tranchées. Ces corps qui se décomposent depuis des semaines et qui ne sont plus identifiables que par les prélèvements ADN. Ils dénoncent cette guerre asymétrique où les 150 000 habitants de la République de l'Artsakh, défendus par la seule armée

arménienne ont dû faire face aux forces azerbaïdjanaises appuyées par la Turquie, usant de mercenaires djihadistes rescapés de la guerre en Syrie, et profitant de la technologie turque et israélienne.

Au palais le président d'Artsakh enchaîne les rendez-vous. Rien ne doit s'arrêter. Lors de notre dîner, une seule fois son corps se tasse lorsque nous lui demandons comment il fait pour conserver la force de croire en l'avenir. Le président en treillis se prend la tête dans les mains puis se redresse doucement: « Nous les Arméniens, on dit: "Il faut faire avec." » Comme si ce peuple s'était habitué à sa propre tragédie. Des grands massacres du « Sultan rouge » à la fin du XIX^e siècle, au génocide perpétré par le régime des Jeunes-Turcs au début

de maintenir l'espoir d'un retour lui a laissé entrevoir que, peut-être, son fils avait déserté la ligne de front. À l'angoisse s'ajoute l'humiliation. Il s'emporte. Son fils n'aurait jamais fui. Le chagrin et la colère. Que peuvent-ils encore espérer? Dans cette guerre ils ont été les victimes de l'indifférence et du cynisme. L'indifférence des Américains accaparés par une campagne présidentielle tendue, comme celle des Européens divisés entre le soutien aux Arméniens et la volonté de ménager la relation avec la Turquie, ont autorisé de facto les projets de conquête de l'Azerbaïdjan d'Aliev.

La France, membre du « groupe de Minsk » aux côtés des Etats-Unis et de la Russie, a donné le sentiment de chercher avant tout à préserver son statut de médiateur. Emmanuel Macron n'aura pas été à la hauteur du lieu séculaire des Français avec le peuple arménien et pour prime de sa neutralité, n'aura même pas été invité à la table des négociations pour le cessez-le-feu...

La Russie et la Turquie sortent renforcées de ce nouvel épisode proche-oriental. Avant d'intervenir, le président russe a d'abord laissé Erdogan avancer dans son dessin panture et rêver d'un nouveau sultanat. Poutine espère que le poison de la zizanie au sein de l'Otan achèvera une organisation déjà déclarée en « état de mort cérébrale » par le président Macron. En imposant au final une « paix russe », Poutine oriente la présence de son armée jusqu'aux frontières azerbaïdjanaises. Sans avoir eu à tirer un seul coup de feu, il renforce sa présence dans le Caucase tout en affaiblissant l'Organisation du traité de l'Atlantique nord. Coup de maître. Jusqu'à quand? Recep Tayyip Erdogan en visite à Bakou le 10 décembre affiche déjà la couleur. Glorifiant « l'âme sacrée » d'Enver (membre du triumvirat responsable du génocide de 1915), le président turc annonce que la lutte de son

allié ne doit pas se limiter au Haut-Karabakh et doit se poursuivre contre l'Arménie. Le président azerbaïdjanais Ilham Aliev revendique désormais le Syunik, la région du sud de l'Arménie, le lac Sevan et Erevan la capitale arménienne! Les Européens auraient tort de se cantonner à la simple observation de la tectonique des plaques. Il est temps de sortir de ce lâche silence. L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté des résolutions réclamant au gouvernement la reconnaissance de l'indépendance de l'Artsakh. La France doit s'exprimer. L'affaiblissement du multilatéralisme, le désengagement militaire américain, l'absence de réactions dépassant les communiqués courroucés, ont ouvert la porte à de nouvelles formes de règlement des conflits. Les nouveaux empires font la loi autour d'eux et narguent les vieilles nations. Les cartes de la puissance se redistribuent. Une jurisprudence internationale s'écrit sous nos yeux. Pour le moment les Européens regardent ailleurs. C'étaient hier les Kurdes, aujourd'hui les Arméniens, et demain combien d'autres peuples qui n'auront en partage que le chagrin et la colère?

* Olivier Faure présidait une délégation de son parti. Il est député de Seine-et-Marne.

Les survivants arméniens racontent une pluie de drones, des tirs ajustés ciblant les camions d'appelés, tués avant d'avoir livré le moindre combat. Ils ressassent leurs cauchemars de corps décapités

du siècle suivant, l'assujettissement pendant l'ère soviétique, la concession par Staline d'une part de leurs terres au voisin azerbaïdjanais, les catastrophes naturelles et les guerres, rien ne semble avoir été épargné au peuple arménien. Où trouvent-ils encore des larmes après avoir tant pleuré?

Dans la capitale, Stepanakert, comme dans les villages alentour, si la vie a repris l'atmosphère est lourde. Les déplacés rentrent au compte-gouttes. Les maçons et les vitriers sont à l'œuvre pour effacer les stigmates de la débâcle. Les parents attendent leurs enfants partis au front sans toujours savoir ce qu'ils doivent attendre. Trop de disparus. Trop de corps sans identité. À Garmir Shouga, ce père nous interpelle. Il nous tend son téléphone avec la photo de son fils entouré de sa femme et de ses deux filles. Personne n'a su lui répondre. Un officier sans doute soucieux



CLAUDESON

OLIVIER FAURE

Le premier secrétaire du PS* s'est rendu au Haut-Karabakh (Artsakh pour les Arméniens), ravagé par la guerre déclenchée par Bakou, ainsi qu'en Arménie. Il rend compte de ce qu'il a vu et fait part de sa très vive inquiétude sur la sécurité des Arméniens.

Patrick Radelet, composition et piano - Photos d'Arménie et d'Artsakh

Par solidarité et soutien, je dédie ce Nocturne à l'Arménie, à Artsakh (Haut-Karabakh), à tous les Arméniens résidant sur les territoires de l'Arménie, ainsi qu'à tous ceux de la diaspora arménienne, qui souffrent de voir leur pays, leur peuple, leur culture et leur patrimoine historique malmenés depuis de trop nombreuses années. Cette musique est un message fraternel et bienveillant, une aspiration à la paix et à l'espoir. Puisse-t-elle apporter un peu de réconfort à toutes les âmes meurtries et leur faire savoir que des peuples frères et des cœurs amis ne les oublient pas.

[To Armenia and Artsakh : "Nocturne" by Patrick Radelet - YouTube](#)

Patrick Radelet (de France)

15 Nor Haratch

15 décembre 2020

ԱՐՑԱԽ – ԱԶԷՐՊԱՅՃԱՆ

ԱԶԷՐՊԱՅՃԱՆՑԻ ՔԱՂԱՔԱԿԱՆ ԳՈՐԾԻՉՆԵՐԸ ԿԸ ՊԱՀԱՆՋԵՆ ԱՐՑԱԽԷՆ ՀԵՌԱՑՆԵԼ ՌՈՒՄ ԽԱՂԱՂԱՊԱՀՆԵՐԸ

Ազէրպայճանական «Թուրան» լրատու գործակալութիւնը կը յայտնէ, թէ երկրին շարք մը կուսակցութիւններու եւ հասարակական կազմակերպութիւններու ղեկավարներ, ինչպէս նաեւ ազէրպայճանական սփիւռքի ներկայացուցիչներ կը պահանջեն Արցախէն հեռացնել ռուսական խաղաղապահ ուժերը:



(DR)

Ազէրպայճանցի քաղաքական եւ հասարակական գործիչները դիմած են ՄԱԿ-ին, ՄԱԿ-ի Անվտանգութեան խորհուրդին, Եւրոպական խորհրդարանին, ԵԽԽՎ-ին, ԵԱՀԿ-ին, ՕԹԱՆ-ին, ԻԻՆԷՍՔՕ-ին...:

Անոնք կը պնդեն, որ Արցախի մէջ ռուսական խաղաղապահ առաքելութեան տեղակայումը կատարուած է միջազգային շափանիչերու խախտումով: Ըստ ազէրպայճանցի քաղաքական գործիչներու՝ Ռուսաստան ստեղծած է ռազմական յենակէտեր՝ իր ուժերը զինելով, ինչ որ անյարիր է խաղաղապահ գործունէութեան: ■

15. YOUTUBE

6 décembre 2020

Ինքնաճանաչում - Արա
Պապեան, Միջազգային
դատարան, ծրագրի մեկնարկ,
հիմնադրամի ստեղծում:

[Ինքնաճանաչում - Արա Պապյան, Միջազգային դատարան, ծրագրի
մեկնարկ, հիմնադրամի ստեղծում: - YouTube](#)
